



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 18 mai 2021

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

DELIBERATION N° CFVU-2021-09-PMD-092

Portant modification du régime des études et contrôle des connaissances



Master première année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Droit Social
Parcours type Droit du travail et de l'emploi et protection sociale

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élus étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu la délibération de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire n° n° CFVU-2021-03-PMD-032 en date du 23 mars 2021
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 4 mai 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master première année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit Social Parcours type Droit du travail et de l'emploi et protection sociales** sont modifiées comme suit :

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences principalement en droit du travail et droit de la protection sociale, plus largement en droit de l'entreprise.

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

Dans le cadre des seuils et modalités définies par les conseils de l'université, l'admission en première année de ce Master dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission selon les modalités définies par la délibération du conseil d'administration relative aux capacités d'accueil et aux modalités d'admission en Master au titre de l'année universitaire concernée.

Ont vocation à candidater dans cette formation :

- les étudiants titulaires d'un diplôme de licence ;
- les personnes non titulaires du diplôme de licence en vue d'obtenir un accès par validation partielle des acquis de l'expérience, validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par le Président sur avis du jury d'examen.

ARTICLE 4 Mobilité Internationale - Césure

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrits dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un.e étudiant.e, inscrit.e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixés par la présidente de l'établissement.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 **Organisation de la formation**

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS).

Les enseignements sont dispensés en langue française.

ARTICLE 6 **Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)**

L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

ARTICLE 7 **Organisation des travaux dirigés (TD) et obligation d'assiduité**

Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral.

L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro. Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

Langues vivantes :

L'étudiant choisit une langue parmi les quatre proposées. Cet enseignement est obligatoire.

Les modalités de changement de groupe de TD ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le département des Activités sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

Les dispenses de TD et de régime spécial y compris pour les langues ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le département des Activités sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille

Les étudiants andorrans pourront substituer au semestre 1, l'option Droit Privé Comparé, par l'option de droit andorran spécialement créé à leur intention.

De même, au semestre 2 les étudiants andorrans pourront substituer l'option Droit International Privé 2, par l'option de droit andorran spécialement créé à leur intention.

Ce choix ne pourra se faire que si l'étudiant a déjà suivi 2 semestres de Droit Andorran en Licence 3.

ARTICLE 8 **Vie professionnelle- Stage**

S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage. Dans ce cas-là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

- Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage sont les suivantes :
- CDD/CDI,
- Service civique,
- VIE (Volontariat International en Entreprise)
- VIA (Volontariat International en Administration)
- VTE (Volontariat territorial en Entreprise),
- Projet de création d'entreprise.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 9 **Organisation des examens**

Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement.

ARTICLE 10 **Modalités d'évaluation de la session unique d'examen**

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un examen terminal écrit et/ou oral, ainsi que par un éventuel contrôle continu. Ces examens peuvent être organisés le samedi (cf. annexe 1).

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime, dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, pourra, après avis d'une commission, être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande au plus tard 10 jours après les épreuves de la session unique.

Le président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis de la commission constituée par la composante pédagogique.

ARTICLE 11 **Prévention du plagiat / Charte des examens**

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 12 **Bonifications**

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 13 Condition de validation des unités et des semestres

Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

ARTICLE 14 Conditions d'obtention d'une mention

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

ARTICLE 15 Délivrance du diplôme de maîtrise

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 16 Mise en œuvre

Les présentes dispositions annulent et remplacent celles adoptées par la délibération n° CFVU-2021-03-PMD-032 en date du 23 mars 2021 précitée.

Fait à Toulouse, le 18 mai 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

PJ : Annexes

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Liste des bonifications proposées par la composante dans le cadre de la formation

Libellé Bloc de compétences	Enseignement	Statut	ECTS	CM	TD	Nature épreuve	Points CM	Points TD	Porteur/porté	Formation porteuse
COMPETENCES TRANSVERSALES										
UE 1 : COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	LV1	Obligatoire	2		12			40	Porteur	
COMPETENCES DISCIPLINAIRES										
UE 2 : (NIVEAU STANDARD) MAITRISER LE DROIT DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	Droit du Travail 1	Obligatoire	6	33	13,5	Ecrit 3h et contrôle continu	80	40	Porteur	
UE 3 : (NIVEAU STANDARD) MAITRISER LES FONDAMENTAUX DE LA PROTECTION SOCIALE ET LA GESTION DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE.	Protection sociale I	Obligatoire	6	33	13,5	Ecrit 3h et contrôle continu	80	40	Porteur	
COMPETENCES DE SPECIALITE										
PARCOURS DROIT DU TRAVAIL, EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE (DTEPS)										
UE 4 : ENTREPRISE ET RELATIONS DE TRAVAIL	Principes de management	Obligatoire	4	30		ORAL	80		Porté	AFFAIRES
	DIP	Obligatoire	4	33		ORAL	80		Porté	Droit inter.
	Fiscalité de l'entreprise 1	Obligatoire	4	33		ORAL	80		Porté	FISCAL
UE 5 : PREVENTION ET REGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL	Droit pénal du travail	Obligatoire	4	30		ORAL	80		Porteur	
TOTAL SEMESTRE 1			30	192	39		480	120		

Libellé Bloc de compétences	Libellé Enseignement	Obligatoire /Option	ECTS	CM	TD	Nature épreuve	Points CM	Points TD	Porteur/porté	Formation porteuse
COMPETENCES TRANSVERSALES										
UE 1 : COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	LV1	Obligatoire	2		12	Contrôle Continu		40		
COMPETENCES DISCIPLINAIRES										
UE 2 (NIVEAU STANDARD) : MAITRISER LE DROIT DES RELATIONS SOCIALES DU TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	Droit du Travail 2	Obligatoire	6	33	13h30	Ecrit 3h et contrôle continu	80	40	Porteur	
UE 3 (NIVEAU STANDARD) : MAITRISER LES FONDAMENTAUX DE LA PROTECTION SOCIALE ET LA GESTION DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE.	Protection sociale 2	Obligatoire	6	33	13h30	Ecrit 3h et contrôle continu	80	40	Porteur	
COMPETENCES DE SPECIALITE										
PARCOURS DROIT DU TRAVAIL, EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE (DTEPS)										
UE 4 : PREVENTION ET REGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL	Contentieux du travail	Obligatoire	4	30		ORAL	80		Porteur	
	Droit des entreprises en difficulté	Obligatoire	4	33		ORAL	80		Porté	Droits des affaires
UE 5 : METHODOLOGIE ET RECHERCHE EN DROIT SOCIAL	Histoire du droit social	Obligatoire	4	30		ORAL	80		Porteur	
	Méthodologie de la recherche en droit social Usages des outils numériques spécialisés	Obligatoire	4	30		ORAL	80		Porteur	
TOTAL SEMESTRE 2			30	189	39		480	120		

BLOC DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES	UE
COMPETENCES TRANSVERSALES		
COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère	UE 1
COMPETENCES DISCIPLINAIRES		
NIVEAU STANDARD : MAITRISER LE DROIT DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	Analyser et appliquer les règles gouvernant le contrat de travail dans toutes leurs dimensions (nationale, européenne et internationale) Traiter une problématique salariale dans une vision d'ensemble disciplinaire et pluridisciplinaire Identifier, gérer et prévenir les risques juridiques en matière de relations individuelle de travail Concevoir, sécuriser et auditer les actes juridiques en matière de gestion de la relation d'emploi Assurer la veille juridique	UE2
NIVEAU STANDARD : MAITRISER LES FONDAMENTAUX DE LA PROTECTION SOCIALE ET LA GESTION DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE.	Analyser les évolutions des régimes obligatoires de protection sociale et identifier les impacts sur les régimes complémentaires et les offres de protection sociale supplémentaire au sein de l'organisme employeur Comprendre l'environnement institutionnel de la protection sociale Analyser et mettre en œuvre les règles relatives au droit à prestations et au financement Pilotage de la PS complémentaire d'entreprise Gérer le contentieux de la PS Assurer la veille juridique	UE3
COMPETENCES DE SPECIALITE		
PARCOURS DROIT DU TRAVAIL, EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE (DTEPS)		
ENTREPRISE ET RELATIONS DE TRAVAIL	Développer une démarche inter disciplinaires pour identifier les intérêts de l'entreprise relatif au droit social en fonction de son environnement juridique Définir les équilibres juridiques en matière sociale entre les intérêts de l'entreprise et la protection des salariés. Déployer une analyse pluridisciplinaire pour sécuriser et auditer la relation de travail dans l'entreprise	UE4
PREVENTION ET REGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL	Construire des modèles de prévention/résolution des litiges intégrant les différentes parties. Instruire les dossiers de contentieux prud'homaux Définir une stratégie de négociation/contentieuse Utiliser les méthodes de négociation et les modes de gestion des conflits de travail Intégrer la dimension du contrôle administratif et judiciaire dans le traitement d'une problématique de droit social	UE5 S1 UE4 S2
METHODOLOGIE ET RECHERCHE EN DROIT SOCIAL	Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux Disposer d'une compréhension, d'un recul et d'un regard critique sur l'ensemble des informations de pointe disponibles Acquérir, synthétiser et analyser les données et d'informations scientifiques et technologiques d'avant-garde à l'échelle internationale Disposer d'une expertise scientifique tant générale que spécifique d'un domaine de recherche et de travail déterminé	UE5 S2



BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés,
sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.
Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.
La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours
Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques
Liste des enseignements donnant droit à bonification

Valorisation semestre 1 et ou 2

Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation au chœur des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels /
Ouverture des bonifications pour :

- lecture à haute voix
- chorale
- photographie argentique
- photographie numérique et nouvelles technologies
- musique assistée par ordinateur
- critique cinéma

Objectifs communs :

Développer une culture générale et artistique

Stimuler la créativité

Travailler l'oralité

Travailler son rapport à l'autre dans un groupe intergénérationnel et éclectique

Confronter son travail à un public.

Acquérir des qualités transférables dans la vie professionnelle et personnelle

Barèmes de notation : présentiel, implication, restitution.

En réflexion pour une bonification : l'atelier vidéo, arts plastique, écriture etc...

Inscription par formulaire auprès de l'Espace Culturel, gratuit pour les étudiants qui profitent des bonifications.

Engagement citoyen : Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).

.Concours d'éloquence ouvrant Droit à bonification : (Droit) Valorisation Semestre 2

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 9) Concours Claude Lombois droit international
- 10) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 11) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 12) European Human Rights Moot Court Competition
- 13) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 14) Concours Lysias
- 15) Concours national d'éloquence
- 16) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 17) Digital Law Moot Court Competition
- 18) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 19) Prix juridique Internet et media
- 20) Le marathon du droit
- 21) La Simulation de l'Organisation de l'aviation civile internationale
- 22) Les joutes de la Tesla